

SOMMET

La chancelière allemande, Angela Merkel, a réussi à sauver la face en trouvant un compromis à l'arraché sur la lutte contre le réchauffement climatique au sommet des huit pays les plus industrialisés d'Heiligendamm. Une grand-messe fortement perturbée par les manifestants altermondialistes.

Climat : des concessions américaines permettent un accord à minima au G8

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À HEILIGENDAMM.

L'accord conclu hier à Heiligendamm entre les chefs d'Etat et de gouvernement du G8 sur le réchauffement climatique permettra à la chancelière allemande, Angela Merkel, de sauver la face. Après d'intenses négociations, tout au long d'une journée fortement perturbée par les manifestants altermondialistes, les concessions de dernière minute de George W. Bush ont permis d'établir un consensus sur la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais le communiqué publié hier ne comporte aucune mesure contraignante pour y parvenir.

Selon cet accord, les pays du G8 estiment que « les émissions doivent cesser d'augmenter et ensuite être réduites de façon substantielle ». Ils se sont aussi « mis d'accord, en incluant tous les principaux émetteurs [y compris les Etats-Unis], pour envisager sérieusement les décisions prises par l'Union européenne, le Canada et le Japon, qui prévoient une réduction d'au moins de moitié

des émissions globales d'ici à 2050 ». Et le texte d'ajouter : « Nous nous engageons à réaliser ces objectifs et invitons les principales économies émergentes à nous rejoindre dans cet effort. »

Angela Merkel, le Premier ministre britannique, Tony Blair, et Nicolas Sarkozy n'ont donc pas totalement réussi à faire fléchir le président américain, qui n'a jamais caché son hostilité à tout engagement contraignant sur un quelconque quota de baisse des émissions de dioxyde de carbone. Néanmoins, par rapport à sa position affichée peu de temps avant la tenue du sommet, les lignes américaines ont évolué.

« Un grand pas en avant »

Sur le plan des moyens, tout d'abord. L'administration Bush reconnaît désormais qu'il en existe en dehors de l'évolution des technologies. Que ce soit des incitations fiscales pour promouvoir l'énergie propre ou encore la mise en place de marchés de droits à polluer. Ensuite, les Etats-Unis ont accepté de réintégrer l'ensemble des discus-



Dans une chaise de plage géante, Nicolas Sarkozy, Vladimir Poutine, Angela Merkel, George W. Bush et Tony Blair font face à la Baltique pour une photo de famille.

sions au sein des Nations unies alors que, la semaine dernière, le président américain n'envisageait des négociations qu'avec une quinzaine de pays parmi les plus grands pollueurs de la planète. Sur ces deux derniers points, le sommet du G8 de Heiligendamm constitue indéniablement un succès.

Nicolas Sarkozy, qui avait pourtant indiqué le matin même que des « objectifs quantitatifs » de réduction des émissions n'étaient « pas négociables », a modéré ses exigences pour se féliciter, hier après-midi, des « progrès », ce qui était « inespéré par rapport au point de départ ». De son côté, Tony Blair a

qualifié ce compromis de « grand pas en avant ». « Pour la première fois, nous avons la possibilité de conclure un accord international sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui inclut tout le monde, ce qui est le seul moyen d'engager l'action radicale dont nous avons besoin pour le climat, a-t-il

déclaré. Nous avons cette idée qu'une réduction importante des émissions est de l'ordre d'une réduction de moitié. »

Il reste donc à transformer l'essai. La conférence qui aura lieu à Bali, en Indonésie, du 3 au 14 décembre, sous l'égide des Nations unies et qui aura pour charge de définir un nouveau cadre de lutte contre le réchauffement pour la période qui vient après l'expiration du protocole de Kyoto, en 2012, sera cruciale. Pour Angela Merkel, le compromis de Heiligendamm constitue un « signal fort » dans la perspective de cette conférence. D'autant plus que les leaders du G8 se sont mis d'accord pour achever la négociation de Bali « en 2009 ».

Reste à convaincre les autres pays de monter dans le train. Les leaders des cinq pays émergents (Brésil, Chine, Inde, Mexique et Afrique du Sud) invités aujourd'hui à Heiligendamm feront probablement front contre toute exigence jugée trop élevée sur le climat, comme des objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

RICHARD HIAULT

Vers une coopération renforcée avec les grands pays émergents

Satisfaits de l'évolution de l'économie mondiale, les grands pays industrialisés estiment qu'une maîtrise de la mondialisation passe, notamment, par une intensification de leur coopération avec les principaux pays émergents.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À HEILIGENDAMM.

Hier matin, les leaders des huit pays les plus puissants réunis à Heiligendamm, au bord de la Baltique, ont été pour une fois unanimes à constater l'évolution satisfaisante de l'économie mondiale. Mais ils ont bien été, aussi, obligés de constater la percée des principaux pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Mexique et Afrique du Sud) sur la scène internationale. L'année dernière, les deux géants asiatiques représentaient déjà 15,1 % et 6,3 % du PIB mondial. En 2015, selon une projection du Fonds monétaire international, le produit intérieur brut

chinois représentera une part de 19 %, contre seulement 17 % pour l'Union européenne.

Désireux de « maîtriser la mondialisation », pour reprendre l'expression employée hier à Heiligendamm par Nicolas Sarkozy, les huit pays les plus industrialisés semblent prendre conscience qu'il leur faut intensifier leur dialogue et leur coopération avec les grands pays émergents. Sherpa d'Angela Merkel, Bernd Pfaffenbach a parlé à ce sujet de « la nécessité de privilégier la coopération sur la confrontation ».

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de cinq des grands pays émergents (Chine, Inde, Afrique du Sud, Brésil, Mexique) ont, bien sûr, été invités à ce sommet par le gouvernement allemand. Avec le « Processus d'Heiligendamm », au nom un peu pompeux, l'entourage de la chancelière se donne deux ans pour mener à bien un dialogue renforcé avec ce « Club des Cinq » qui représente plus de 2,5 milliards d'habi-

tants. Angela Merkel estime que l'on pourra faire un point précis sur ce dialogue et sur cette coopération G8-G5 dans deux ans, à l'occasion du sommet des Huit qui se tiendra en Italie.

Des partenaires incontournables

Un certain nombre de groupes de travail vont être mis en place pour essayer d'établir des règles du jeu entre les pays industrialisés et les pays émergents. Ils plancheront notamment sur l'ouverture aux investissements à l'étranger, la protection de la propriété industrielle, les matières premières, l'aide publique au développement, la liberté des échanges commerciaux et la transparence des marchés financiers.

Le président français, Nicolas Sarkozy, n'a pas hésité à déclarer hier matin que les « hedge funds » sont « une caricature de la mondialisation » et à dénoncer « la gestion très politique de la monnaie chinoise ». Des propos directs qui montrent que le dialogue avec le « Club des Cinq », en particulier avec la Chine, risque d'être plutôt animé au cours des deux années à venir.

Les Huit ne peuvent plus ignorer des pays qui sont en train de devenir des partenaires – et aussi des concurrents – sans qui la recherche d'une meilleure organisation de la mondialisation n'est plus pensable. Mais, au moins pour le moment, le G8 n'envisage pas de s'élargir à la Chine et de se transformer en G9, voire en G13. PATRICE DROUIN

Conditions économiques satisfaisantes

La croissance « s'est ralentie à un rythme plus soutenable aux Etats-Unis tandis que la demande interne s'est renforcée en Europe et reste soutenue par de forts investissements au Japon », estiment les leaders du G8 dans un communiqué séparé, publié hier. « Dans les économies émergentes disposant de larges excédents de comptes courants, il est vital que leur taux de change effectif évolue dans un sens favorisant les ajustements nécessaires » de ces surplus à la baisse, insistent-ils. « Compte tenu de la forte croissance de l'industrie des "hedge funds", et de la complexité croissante des instruments qu'ils utilisent, nous réaffirmons le besoin de vigilance. »

INTERVIEW

THORSTEN BENNER DIRECTEUR DU GLOBAL PUBLIC POLICY INSTITUTE DE BERLIN
RICARDO SOARES DE OLIVEIRA CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE

« La gouvernance des pays pétroliers africains doit être au cœur des débats »

Au sommet de Gleneagles, en Ecosse, il y a deux ans, les pays du G8 s'étaient engagés à doubler leur aide publique au développement pour les pays les plus pauvres à l'horizon de 2010. Si la tendance actuelle se confirme, cette promesse risque fort de ne pas être honorée. Le sujet est à nouveau à l'ordre du jour à Heiligendamm.

Mais le développement de l'Afrique passe-t-il uniquement par une augmentation des flux d'aide à destination du continent noir ? Au moment où une partie de l'Afrique profite de la hausse des cours pétroliers, deux chercheurs, Thorsten Benner, directeur du Global Public Policy Institute de Berlin, et Ricardo Soares De Oliveira, chercheur à l'université de Cambridge, préfèrent mettre l'accent sur la nécessité de promouvoir la bonne gestion des revenus pétroliers en Afrique pour qu'ils profitent plus largement aux populations.

N'est-il pas étonnant de focaliser le débat sur le développement à travers la question de l'aide publique au moment où les pays pétroliers africains engrangent des milliards de dollars ?

Thorsten Benner : Le golfe de Guinée est effectivement la région productrice de pétrole avec la plus forte croissance. Les Etats-Unis importent plus de brut de l'Afrique de l'Ouest que d'Arabie saoudite et du Koweït réunis. L'Angola est devenu le premier fournisseur de pétrole de la Chine. Et l'Union européenne importe un cinquième de ses besoins en or noir d'Afrique. Mais les pétrodollars ne profitent toujours qu'à une élite « cleptocratique » et pas aux populations pauvres d'Afrique. Cette mauvaise gestion des revenus pétroliers est la conséquence directe de la « realpolitik » qui unit, depuis longtemps, les pays producteurs et consommateurs et les compagnies pétrolières. Sous l'impulsion des Britanniques et des Allemands, la question de la



Thorsten Benner (à g.) et Ricardo Soares de Oliveira (à dr.)

transparence et de la bonne gouvernance dans les pays producteurs de pétrole est quand même posée depuis peu. Mais les remèdes proposés sont loin d'être suffisants.

L'initiative de transparence des industries extractives n'est-elle pas suffisante ?

Ricardo Soares De Oliveira : Les pays du G8 et quelques donateurs comme la Norvège ont placé tous leurs espoirs dans cette initiative de transparence des industries extractives (Itie). Selon ce processus, les pays producteurs s'engagent à rendre publics leurs revenus pétroliers et les compagnies pétrolières les versements faits aux gouvernements. Mais cela repose sur une base purement volontaire. Depuis son lancement en 2002, vingt pays ont adhéré à ce processus. Sur le terrain, les résultats sont loin d'être spectaculaires. Les élites peuvent toujours signer des grands principes, il n'y a pas de sanctions sérieuses s'ils ne les respectent pas. La société civile, qui doit contrôler la mise en œuvre du processus, n'en a souvent pas les moyens. Et certains pays pétroliers, comme l'Angola, n'hésitent pas à mettre en concurrence les compagnies occidentales et les intérêts pétroliers chinois et d'autres pays émergents, moins soucieux de transparence.

Les pays occidentaux ont-ils encore un levier ?

T. B. : Oui. Ne pratiquons pas la politique de l'autruche. Jusqu'à maintenant, les Occidentaux

n'ont même pas essayé d'utiliser le pouvoir que leur confère l'importance des débouchés qu'ils représentent pour les pays africains. Il faut, par exemple, mettre la gouvernance des pays pétroliers africains au cœur des débats sur la sécurité énergétique de l'Union européenne, au même titre que la stabilité des approvisionnements, la stabilité des prix ou les questions environnementales. On peut aussi agir sur des interdictions de voyager des élites africaines corrompues. Ces élites préfèrent quand même faire leurs courses à Paris, Londres, Lisbonne, New York, Bruxelles plutôt qu'à Pékin ou Shanghai... Les consommateurs ont aussi un rôle énorme à jouer. Il y a eu, dans les pays occidentaux, des campagnes de sensibilisation du public contre les « diamants du sang », ces pierres extraites dans des pays en guerre. Si la majorité des consommateurs occidentaux réclamaient « le pétrole du développement » à la pompe, les pressions seraient plus fortes pour promouvoir une bonne gouvernance.

Et la transparence des places financières internationales ?

R. S. O. : C'est un enjeu majeur de promouvoir la transparence des transferts financiers dans le monde. Les grandes places financières et les paradis fiscaux – et nous ne parlons pas que des îles Caïmans, mais aussi de Londres ou Zurich – sont des vrais havres de paix pour les élites corrompues qui peuvent y placer très facilement et librement les fortunes qu'elles ont détournées. La société civile ne s'est pas encore saisie de ce sujet dans le cadre d'une grande campagne internationale. Et il est grand temps de modifier les législations dans tous les pays de l'OCDE pour que la possession et la gestion de fonds volés deviennent illégaux.

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURENCE TOVI

ANNONCES LÉGALES

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

TFP LOGISTIC
SARL au capital de 23.000 €
Siège social : 12, rue Denis-Papin
ZI de la Vigne-aux-Loups
91380 CHILLY-MAZARIN
RCS Evry 452 567 282

D'une AGE, du 15 mai 2007, il résulte que le siège social de la société sus-visée a été transféré à compter du 1^{er} juin 2007, de Chilly-Mazarin (91380), ZI de la Vigne-aux-Loups, 12, rue Denis-Papin, à Rungis Cedex (94637), Fleurs 389, 30, avenue de la Villette. La société qui était immatriculée au RCS d'Evry fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du RCS de Créteil.

La Gérance est assurée par Monsieur Pascal FOURNEL, demeurant à Savigny-sur-Orge (91600), 117, rue de Paris.

Pour avis, la Gérance.

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé du 24 mai 2007, il a été constituée la société à responsabilité limitée C&B ALTERNATIVE.
Siège social : 165, avenue de Wagram, 75017 Paris.
Capital social : 10.000 euros divisé en 1.000 parts de 10 euros chacune.
Objet social : conseil aux entreprises.
Durée : 99 années à compter de son immatriculation.
Gérant : M. DOMINGUEZ Jean-Philippe né le 17 janvier 1974, demeurant 165, avenue de Wagram, 75017 Paris.
Immatriculation au RCS de Paris.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé ayant fait l'objet d'un enregistrement le 25 mai 2007 à Paris, bordereau n° 2007/634 Case n° 23, il a été constituée une société civile.
Dénomination : Société Civile Immobilière SYLMAU.
Capital social : 1.500 euros, divisé en 100 parts sociales (15 euros) souscrites entièrement.

Associés : SOURIGON Simon, 92, rue Boileau, 75016 Paris ; SOURIGON Sylvie, née JOUVE, 29, rue Paul-Talluau, 50100 Cherbourg.
Siège social : 92, rue Boileau, 75016 Paris.

Objet : l'achat/vente, l'administration et l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non, dont la société pourrait devenir propriétaire.

Durée : 99 ans.
Gérant : SOURIGON Simon, demeurant 92, rue Boileau, 75016 Paris.
La présente société sera immatriculée au RCS de Paris.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

TFP LOGISTIC
SARL au capital de 23.000 €
Siège social : 12, rue Denis-Papin
ZI de la Vigne-aux-Loups
91380 CHILLY-MAZARIN
RCS Evry 452 567 282

Il résulte d'une AGE du 15 mai 2007, que le siège social est transféré de Chilly-Mazarin (91380), ZI de la Vigne-aux-Loups, 12, rue Denis-Papin, à Rungis Cedex (94637), Fleurs 389, 30, avenue de la Villette, à compter du 1^{er} juin 2007.

Pour avis, la Gérance.

« Les Echos » sont officiellement habilités pour l'année 2007 à la publication des annonces légales dans les départements 78, 91, 92, 94, 75 par arrêté des préfets concernés.
Pour tous renseignements, tél. : 01.49.53.66.36